Document generated on 06/01/2025 1:30 p.m.

Bulletin d'histoire politique

L'indépendance à droite : le Regroupement national et le Ralliement national

Janie Normand

Volume 20, Number 3, Spring 2012

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1056203ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1056203ar

See table of contents

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Normand, J. (2012). L'indépendance à droite : le Regroupement national et le Ralliement national. *Bulletin d'histoire politique*, *20*(3), 124–139. https://doi.org/10.7202/1056203ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

L'indépendance à droite : le Regroupement national et le Ralliement national[1]

Janie Normand
Historienne

Éclipsés par une multitude de recherches et d'études concernant le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) de Pierre Bourgault et le Mouvement souveraineté-association (MSA) de René Lévesque, le Regroupement national (RN), qui deviendra par la suite le Ralliement national (RN), sont deux partis quasi oubliés dans l'histoire indépendantiste québécoise. L'historiographie est relativement muette sur ce thème. Depuis environ 2007, notons que l'intérêt récent de Xavier Gélinas et d'Éric Bédard démystifie cette lacune[2]. Dans la poursuite de leurs travaux respectifs, malgré quelques divergences sur certains aspects plus particuliers, nous souhaitons apporter notre contribution à ce débat sur la place de la droite dans l'historiographie concernant le mouvement indépendantiste québécois[3].

La pensée traditionaliste est à la source du mouvement indépendantiste québécois avec l'Alliance laurentienne initiée par Raymond Barbeau en 1957. Il apparaît donc conséquent que ce courant de pensée trouve aussi sa place durant les années 1960, et cela malgré la progression des idées plus gauchisantes de cette période. Fondés respectivement en 1964 et 1966, nous constatons que le Regroupement national et le Ralliement national sont tous deux des partis indépendantistes et traditionalistes. Le principal architecte du développement de ce courant de pensée valorisant la culture canadienne-française, la religion catholique et la langue française afin de permettre l'indépendance du Québec est le docteur René Jutras.

Quelques pistes de recherche sont toujours peu exploitées face à cette période faste de la création des divers mouvements indépendantistes contemporains. Par exemple, dans le contexte de la Révolution tranquille, quels ont été les facteurs qui ont conduit les dissidents du Rassemblement pour l'indépendance nationale à créer le Regroupement national, et

quelles conséquences ce parti politique indépendantiste de droite a-t-il eu sur le paysage politique de cette période, étant idéologiquement à contre-courant de la vague progressiste ? Par conséquent, cette réflexion ouvre aussi la voie à d'autres interrogations pertinentes. Notamment, il est essentiel de se questionner sur les raisons qui ont poussé le Regroupement national à se transformer, en mars 1966, pour finalement devenir le Ralliement national. De plus, voyons si cette transformation a exercé une certaine influence dans la fondation du Parti québécois en 1968. Mais aussi, quelle fut la place réelle du Ralliement national dans les négociations entre les trois partis qui ont permis l'émergence du « seul » parti indépendantiste québécois appelé à diriger le mouvement ?

Le refus de la rupture à travers la modernité

L'idée d'indépendance est encore marginale au début des années 1960, mais, promue par le RIN, elle gagne en popularité au sein de la frange plus revendicatrice et contestataire de la population québécoise. Sympathisants des idées gauchistes, les jeunes militants marxistes de la revue *Parti Pris* qui adhèrent au parti et le RIN confirme une orientation idéologique vers la gauche. Ce tournant ne plaît pas à certains rinistes d'allégeance plus conservatrice[4], mais qui ont toujours une foi inébranlable en l'indépendance. Selon la perception de René Jutras, le début du mandat de Pierre Bourgault marque « le triomphe définitif de la *chapelle* [de Montréal] » et la direction du RIN devient « le jouet d'irresponsables rêveurs en mal de révolution »[5]. Sept rinistes de la région de l'Est-du-Québec en viennent à démissionner du parti. Nous comprenons que plusieurs causes peuvent expliquer le départ de ces dissidents. La divergence idéologique s'avère la cause principale, car la conception de l'indépendance que se fait le groupe de l'Est-du-Québec diffère de la majorité riniste. Jutras dénonce les militants gauchistes du RIN qui s'approprient unilatéralement l'idée d'indépendance du Québec. Selon lui, au contraire, les théories de gauche sont en opposition avec ce concept : « Quant à la promotion qu'ils font de l'indépendance du Québec, elle est fallacieuse et hypocrite. Un marxiste n'est pas au service de l'indépendance ni de sa patrie, mais au service de son idéologie. Seul l'amour rectifié de la patrie a droit de servir de mobile à l'indépendance du Québec »[6] Il déplore que beaucoup de militants au RIN soient agnostiques et désirent « tout jeter par-dessus bord »[7]. À ce conflit d'ordre idéologique s'ajoute une dispute régionale. En proclamant leur groupe comme étant de la région de l'Est-du-Québec, les membres traditionalistes créent une faction au sein du RIN, ce qui ne plaît aucunement à Pierre Bourgault. Les conflits entre les régionaux et la direction montréalaise sont donc l'une des causes de l'expulsion de Jean Miville-Dechêne et de la suspension de Jean Garon à l'été 1964. Dans la lettre de

suspension datée du 11 août, Bourgault souligne à Garon que « [...] selon la constitution même du RIN, la région n'est jamais l'égale du Conseil central du parti. En fait, elle lui est soumise »[8]. À cet argument, il ajoute : « Les membres désireraient cependant vous voir penser *national* aussi bien que *régional* lorsque vous siégez au Conseil central »[9]

Pour ajouter à ces fractures idéologique et régionale, Jean Garon, membre démissionnaire du RIN, soulignait, lors d'une entrevue qu'il nous a accordée à l'été de 2008, que les rinistes de l'Est-du-Québec avaient recruté bon nombre de nouveaux adhérents et de cotisations pour le RIN[10]. Effectivement, dans le fonds d'archives du RIN, nous avons pu trouver un dossier complet contenant ces nouvelles adhésions faites par Jean Miville-Dechêne, et cela seulement dans les six premiers mois de l'année 1964. Les cadres de l'Est espéraient pouvoir obtenir les cotisations en argent de ces nouveaux adhérents afin d'organiser des activités dans leur région respective, une initiative qui n'a jamais reçu l'aval du conseil central. L'argent des cotisations était plutôt dépensé, selon les dires de Jean Garon, dans la région métropolitaine. En effet, dans le rapport de la séance du 20 juin 1964, il est proposé par le comité exécutif que « sur le montant de la cotisation, $2,50 soit versé au National, $1,25 au régional et $1,25 au comté. Le comté enverrait le montant global de la cotisation au national, dont le secrétariat ferait ensuite le partage. Les cotisations venant de comtés non organisés resteraient au national »[11]. Pour les rinistes traditionalistes, cette situation n'a fait qu'accroître les conflits déjà existants au sein du RIN.

Face à ces querelles idéologiques, régionales et financières, quatre cadres du Rassemblement pour l'indépendance nationale démissionnent du parti avec fracas le 28 août 1964. Ils évoqueront alors trois raisons pour justifier leur départ. La principale concerne évidemment la divergence idéologique entre ces sept cadres ainsi que la direction du RIN et la majorité des rinistes. Cette divergence idéologique est liée à une conception différente du projet d'indépendance pour le Québec. À ces conflits s'additionne une rivalité entre les cadres de Montréal et ceux des régions. Les cadres dissidents nomment leur groupe de l'Est-du-Québec, mais cette qualification divise le parti, selon le président, Pierre Bourgault. Finalement, les querelles régionales s'amplifient avec une répartition inégale des contributions financières des membres, selon les rinistes traditionalistes. Les dissidents sont maintenant sans parti, mais toujours avec la ferveur de promouvoir un Québec souverain. Les traditionalistes n'ont pas dit leur dernier mot.

Après avoir quitté les rangs du RIN, les démissionnaires proposeront une alternative politique aux indépendantistes du Québec sous la forme d'un nouveau parti, le Regroupement national. La conférence de presse a lieu au grand salon du Palais Montcalm à Québec. Elle trouve un écho dans la plupart des médias québécois, autant francophones qu'anglophones[12].

Le chef du Regroupement national, René Jutras, souligne que le nouveau parti a été fondé en cette date symbolique du 13 septembre, journée d'anniversaire de la défaite des Plaines d'Abraham[13]. La presse retient surtout que le Regroupement national se qualifie comme étant un « parti politique qui veut l'indépendance du Québec par des moyens pacifiques »[14] et entend « faire du Québec un État souverain, démocratique, de culture française et d'inspiration chrétienne »[15].

René Jutras rappelle qu'il occupe temporairement le poste de président, car « [s]es responsabilités de père famille seront toujours prioritaires ainsi que [s]es responsabilités de médecin ; en troisième lieu donc viendront [s]es responsabilités politiques »[16]. René Jutras n'a pas l'ambition de rester président du RN, mais selon ses confrères, il s'avère le mieux positionné, par sa notoriété, par sa profession et par son âge, à occuper un tel poste à la naissance du parti. Durant son mandat, il jouera un grand rôle dans le développement et la diffusion de la pensée du Regroupement national.

Les valeurs préconisées par le Regroupement national et leur conception de l'indépendance du Québec se retrouvent à travers divers écrits. D'abord, un manifeste en dix points expose l'idéologie globale du parti. Ensuite, il y a le journal officiel du parti, *La Nation*, où tous les membres du RN peuvent s'exprimer. Finalement, il y a tous les écrits de René Jutras. En effet, il contribue énormément à la diffusion des idées de ce parti par ses conférences, ses articles dans les journaux et par la publication de son livre. Paru en mai 1965, son essai *Québec libre* constitue un recueil de ses écrits et de ses conférences depuis la naissance du Regroupement national. Par ces différentes plates-formes, le docteur Jutras essaie de démontrer à la population que l'indépendance est une idée accessible à tous les Québécois, qu'elle n'est pas nécessairement liée à la gauche et qu'elle ne constitue pas une rupture idéologique totale avec le passé[17].

Le Regroupement national est un parti résolument traditionaliste, mais aussi moderne à certains égards[18]. Les raisons pour lesquelles le RN se fait étiqueter *de droite* sont liées au respect du passé canadien-français et aux valeurs chrétiennes. En gros, ils refusent l'idée de rupture totale avec le passé et le contrôle accru de la société par l'État prônés par le Rassemblement pour l'indépendance nationale.

D'une part, les membres du Regroupement national croient au respect des aïeux, des traditions et de l'autorité dans le cadre familial. Cette conception se traduit dans leur conception de la structure nationale. En établissant dans leur manifeste que « la famille est la cellule de base de la société québécoise », le parti du docteur Jutras lie la structure de la société québécoise à celle de la structure familiale. Selon Jutras, si l'on reproduit le fonctionnement de la famille dans la patrie, autant par la structure que par l'amour que l'on y porte, il sera plus facile de bien la gérer. Dans un article du *Devoir* de juillet 1965, René Jutras explique bien cette métaphore :

> Faut-il préciser que les premiers devoirs de l'amour de l'individu doivent avoir pour objet, chronologiquement, les parents dont il tient la vie, les frères et sœurs avec lesquels il a reçu la vie, puis l'épouse avec laquelle il transmet la vie, et ceux à qui il a transmis la vie, ses enfants. Là est le fondement de l'amour de la patrie, qui est un retour de l'individu à ses origines, commandé par la reconnaissance et la vénération et aussi par la prudence pour y puiser lumière et courage[19].

Le respect de la culture canadienne-française en Amérique, et plus précisément, la préservation de l'héritage culturel par la langue française et la religion chrétienne est fondamental dans l'idéologie du Regroupement national. Comme le rapporte un journaliste : « Le parti s'inspire des valeurs fondamentales du Canada français et de sa culture gréco-latine en évolution. Le chef du parti indépendantiste dit que la base de l'action du Regroupement national était la morale chrétienne »[20]. Pour les membres de ce parti, l'augmentation d'agnostiques au sein de la société est problématique, car l'évacuation de cette morale chrétienne dans la société québécoise consisterait à répudier notre passé et nos origines profondes qui ont bâti notre nation. Nous pouvons constater que cette position est typiquement liée à leur traditionalisme. En même temps, le RN réprouve l'engagement de l'Église dans l'État et les institutions publiques pour ainsi promouvoir la laïcité de l'État québécois. Cette conception rend leur position nettement plus moderne.

Ainsi, les membres du Regroupement national respectent la démocratie universelle et les institutions politiques de la société québécoise. Ils croient que ce n'est que par cette voie qu'ils aspireront au pouvoir politique et à l'indépendance. Le premier article de leur manifeste le démontre bien : « Le Regroupement national déclare que l'indépendance du Québec concerne tout citoyen qui habite le territoire du Québec »[21]. Par conséquent, tous les citoyens ont leur mot à dire au sujet de l'indépendance, qu'ils soient en accord ou en désaccord. L'association que font plusieurs Québécois entre l'indépendance et la gauche irrite au plus haut point les membres du Regroupement national. L'appropriation de l'idée d'indépendance faite par le RIN n'est pas logique selon Jutras, car l'indépendance serait au service d'une idéologie particulière, et non au service du peuple québécois : « Or l'indépendance du Québec peut être pour certains une cause patriotique : la libération de la patrie pour un meilleur avenir de ses membres. L'indépendance du Québec peut n'être qu'un tremplin pour certains autres qui désirent réaliser au Québec l'État socialiste de leur rêve, c'est-à-dire la dictature du prolétariat »[22]. De plus, selon Jutras, l'exercice de la démocratie canadienne n'est pas pleinement réalisé pour le peuple québécois. Minoritaires dans la Confédération, mais majoritaires dans leur province, les francophones du Québec n'ont pas la

capacité d'exprimer leurs volontés en tant que communauté nationale[23]. À ce propos, René Jutras déclare : « Sur le plan fédéral, il est donc très juste d'affirmer que le Canadien français n'est "le sujet, le fondement et la fin" de rien "pantoute" »[24].

Le parti de René Jutras croit fermement au respect des droits de l'homme, et ce, pour tous les citoyens du Québec. Cette valeur se traduit par un respect pour les minorités du Québec. Pour cette raison, le parti refuse l'unilinguisme français afin de préconiser une politique linguistique juste et raisonnable envers les minorités, mais où le français serait la langue officielle[25]. Le respect des droits de l'homme englobe aussi leur engagement « à poursuivre ses objectifs dans l'ordre et la dignité »[26]. Le principe de *dignité* de la *personne humaine* sert à protéger l'individu contre toute atteinte à ce qui fait de lui un être humain, quelle wque soit l'origine de cette atteinte et exige que l'homme ne soit pas traité comme un objet ou un moyen, mais qu'il soit reconnu comme sujet. Lucien Lessard, responsable de *La Nation*, explique bien le point de vue du RN à ce sujet : « La réalisation complète de la personne humaine dans toutes ses capacités et ses possibilités doit être l'idéal recherché par un État qui se respecte. [...] L'État n'existe pas pour lui-même, mais pour l'épanouissement plus parfait des individus qui le composent »[27]. En valorisant la personne humaine et la démocratie, le RN « dénonce le totalitarisme sous toutes ses formes » et « condamn[e] sans restriction toute forme de violence et de corruption »[28]. En parlant de la manifestation orchestrée par le RIN lors de la visite de la reine à Québec, en octobre 1964, Jutras affirme que « [...] le parti qu'il dirige ne veut aucune participation quelconque avec ceux qui prônent la violence »[29].

La fondation du Regroupement national permet aux Québécois plus conservateurs de percevoir l'indépendance comme une alternative politique. En créant un parti en réaction à la tendance idéologique du RIN, les regroupistes offrent une option indépendantiste qui se veut en continuité avec les valeurs traditionnelles qu'adoptent beaucoup de Québécois de l'époque, basées sur le respect du passé, des traditions, de la langue française, de la culture canadienne-française, de la structure familiale traditionnelle, du respect de l'autorité et de la morale chrétienne. De plus, la presse classe rapidement ce parti à droite de l'échiquier politique vu les appuis reçus par le RN, comme celui du père Gustave Lamarche, et l'accointance serrée avec la morale chrétienne dans son idéologie politique. Ces éléments rendront difficile leur percée dans le contexte politique de la Révolution tranquille.

Cependant, le Regroupement national combine ces valeurs traditionalistes à d'autres, plus contemporaines. Les regroupistes sont formels quant à l'élaboration d'un Québec indépendant respectant la démocratie, la laïcité de l'État, les droits de l'homme, les minorités et la non-violence. Ces

valeurs complémentaires apportent parfois au RN des alliés politiques laissant croire à un possible rapprochement de toutes les forces indépendantistes. Ce sera le cas lors de l'épisode du Conseil national de l'indépendance, initié par Marcel Chaput, ex-président du RIN, en mars 1965, où les querelles idéologiques restent plus importantes que l'idée d'indépendance. Ce dernier événement démontre bien l'impasse du mouvement indépendantiste à l'époque. Les indépendantistes ne réussissent pas à s'entendre pour former un seul parti. De ce fait, les appuis sont divisés, ce qui rend impossible la réalisation du projet d'indépendance du Québec. Par conséquent, seules l'union des forces indépendantistes et l'acceptation de la présence de plusieurs idéologies au sein d'un même parti peuvent rendre le projet souverainiste viable.

Fusion et élection

À l'automne de 1965, les efforts politiques du Regroupement national pour se faire connaître de la population en vue des prochaines élections sont constants, mais inefficaces. Une alliance avec le RIN étant écartée, le RN doit se démarquer le plus possible de son rival antagoniste au plan idéologique et des vieux partis. Au même moment, sur la scène fédérale, un conflit interne au Crédit social divise les créditistes du Québec et ceux du Canada anglais. Ces disputes amènent les militants créditistes québécois, ayant à leur tête Réal Caouette, à fonder un nouveau parti fédéral, le Ralliement des créditistes. À leur congrès de 1965, le parti prend la décision de se présenter officiellement sur la scène politique québécoise et nomme Laurent Legault comme chef intérimaire. Les dirigeants laissent entendre durant la campagne électorale fédérale de novembre 1965 qu'une future alliance provinciale avec un autre parti politique serait envisageable. Legault est conscient que le Ralliement des créditistes a besoin d'une alliance afin de rehausser sa crédibilité et sa popularité en tant que parti politique au Québec. Laurent Legault et Camil Samson, secrétaire du parti, proposent d'abord à Daniel Johnson, chef de l'Union nationale, une alliance afin de « grouper toutes les forces de la *droite* pour faire la lutte aux tendances *socialistes* du gouvernement Lesage [...]»[30]. Johnson décline la proposition. C'est par la suite que les créditistes du Québec vont commencer à s'intéresser à différents acteurs politiques de la droite québécoise, dont le Regroupement national. En janvier 1966, les pourparlers débutent entre Laurent Legault et le docteur Jutras. Les deux partis politiques ont un discours idéologique similaire. Ils veulent combattre les éléments gauchisants de la société québécoise et, aux prochaines élections, livrer une lutte sans merci aux vieux partis que sont le Parti libéral et l'Union nationale. La seule différence significative est que le Regroupement national soutient l'indépendance du Québec et que le Ralliement créditiste préfère

l'utilisation du terme de statut d'États associés qui s'inspireraient des théories du crédit social.

Un nouveau parti : le Ralliement national

Une fusion totale et définitive est finalement annoncée le 13 mars 1966. À la conférence de presse, Jutras et Legault sont accompagnés de Réal Caouette, chef du Ralliement des créditistes au fédéral, et de Gilles Grégoire, député créditiste de Lapointe. René Jutras et Laurent Legault se partagent la présidence du parti en devenant tous deux coprésidents jusqu'au congrès, après les élections du 5 juin. Ils ont choisi la fusion totale des deux partis en raison d'idées politiques analogues. Laurent Legault déclare : « Nous avons les mêmes idées [...] »[31]. Ils s'entendent sur tous les points importants et décident qu'ils réuniront aussi leurs programmes respectifs. Le seul compromis que Jutras accorde à Legault concerne le statut d'États associés pour le Québec[32]. L'idée d'indépendance intégrale soutenue par le Regroupement national est donc écartée. Le premier congrès commun se déroule le 26 mars, moment où le nom de Ralliement national est donné au parti. Ce parti allie principalement une économie créditiste, une idéologie politique dite démocrate-chrétienne et un statut d'État associé pour le Québec[33]. Le temps de préparation aux élections étant restreint, on a donc préparé pour ce congrès un énoncé de principes résumant le programme électoral qui sera présenté en mai. *La Nation*, devenue l'« organe officiel du Ralliement national », présente le manifeste politique en entier et les chefs conjoints y expliquent la fusion des deux partis[34]. Ce document appelé *Les buts, les principes, les politiques du Ralliement national* va à contre-courant de la tendance des autres partis en lice pour les prochaines élections, les théories et la morale de la religion chrétienne imprégnant fortement leur pensée. En somme, l'énoncé de principes du Ralliement national présenté en avril 1966 n'est qu'un avant-goût de leur programme politique en vue de l'élection du 5 juin. Cependant, il est déjà possible de remarquer qu'une certaine contradiction existe entre les termes choisis et la définition qu'ils en font. Les dirigeants du Ralliement national revendiquent le statut d'État associé pour le Québec, mais la définition qu'ils en donnent ressemble plutôt à celle de l'indépendance complète : « [...] un État souverain, égal, capable de s'associer avec d'autres États et jouissant de tous les pouvoirs politiques, législatifs, économiques et judiciaires nécessaires à la poursuite de ses objectifs propres »[35]. Il semble que le consensus auquel sont arrivés les anciens du Regroupement national et les créditistes a été d'écarter un terme inconfortable pour une bonne partie de la population de cette époque, l'indépendance, afin de le remplacer par celui plus neutre d'« États associés ». Nous croyons que l'association politique donnant lieu au Ralliement national a été judicieuse pour les deux partis.

Le programme électoral du Ralliement national précise la vision pour le Québec. La majorité des mesures proposées sont interventionnistes, mais souvent protectionnistes et populistes. En effet, en se référant aux principes de base du parti, ce sont les notions de respect des droits individuels, de démocratie chrétienne et du modèle hiérarchisé de la famille qui sont mis de l'avant pour régir un État québécois souverain. Cependant, mises à part les mesures en santé et en éducation, la plupart des solutions suggérées sont pensées pour une clientèle particulière et c'est précisément pour cette raison que nous disons que ce parti est populiste. Le programme électoral du Ralliement national se caractérise par son interventionnisme, son populisme et son traditionalisme.

Lors des élections provinciales du 5 juin 1966, les partis en lice sont idéologiquement très diversifiés allant de gauche à droite, soit le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), le Parti libéral du Québec (PLQ), l'Union nationale (UN) et le Ralliement national (RN). Cette élection est la première où des partis indépendantistes se présentent. Concrètement, le déroulement de la campagne électorale du printemps 1966 est particulièrement difficile pour le Ralliement national qui, en plus de s'afficher comme une démocratie chrétienne en pleine Révolution tranquille, a de la difficulté à s'imposer avec son parti bicéphale et une union précaire et récente entre d'anciens créditistes et le Regroupement national.

Les résultats du 5 juin 1966 amènent une situation inusitée en démocratie. Disposant d'un nombre plus élevé de députés, l'Union nationale remporte les élections aux dépens du PLQ qui obtient en réalité plus de votes. Les deux partis indépendantistes récoltent 6,3 % des votes à travers le Québec. Avant d'observer les résultats électoraux, une indication méthodologique est nécessaire. Cette analyse statistique prend en compte le nombre d'électeurs inscrits au total, et non pas celui des seuls électeurs ayant exercé leur droit de vote. Cette précision est nécessaire, car depuis le début de nos recherches, l'idée que le Ralliement national ait obtenu 3,2 % des voix le 5 juin 1966 est constante dans les études à ce sujet. Cependant, si nous nous référons à la méthode de Pierre Drouilly, le RN a plutôt reçu 2,3 % du suffrage[36]. Le Ralliement national n'a élu aucun député à sa première présence électorale. Cependant, certains candidats se sont hissés jusqu'à la troisième position dans quelques comtés, un pourcentage intéressant pour une première présence. Les circonscriptions ayant obtenu le plus de votes pour le Ralliement national sont situées principalement dans trois grandes régions : l'Abitibi-Témiscamingue, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et les régions rurales au centre du Québec. En effet, l'Abitibi-Témiscamingue est la région où le vote en faveur du Ralliement national est le plus élevé, environ 20 % dans Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda et Témiscamingue. Il ne faut pas oublier que le Ralliement national a fait basculer le vote dans certaines régions. En analysant les résultats

dans les circonscriptions, nous observons que le Ralliement national gruge surtout les votes du Parti libéral du Québec, et ce, dans douze des quatorze circonscriptions analysées. Pourquoi les votes de la dernière élection appartenant au PLQ se sont-ils dirigés vers le RN ? Nous croyons qu'il s'agit plutôt de votes contre le pouvoir en place. Le phénomène est frappant dans le comté de Mégantic où le RN enlève plus de 11 % au PLQ. Il y a cependant deux exceptions, Lotbinière et Témiscamingue. Dans Témiscamingue, un comté assez conservateur et créditiste, la candidature de Camil Samson pour le Ralliement national soustrait des votes à l'UN. En effet, le PLQ recueille 40 % des suffrages contre 20,3 % à l'UN et 21,9 % au RN. Bref, il s'agit de la première élection où la présence de tiers partis, comme le Ralliement national ou le Rassemblement pour l'indépendance nationale, a brouillé les prédictions électorales, car nul ne pouvait prévoir l'incidence des tiers partis sur les votes dirigés vers les vieux partis.

Au lendemain du scrutin, les militants rallinistes sont conviés à l'assemblée générale du parti en août 1966. À ce premier congrès du Ralliement national, la direction bicéphale du duo Jutras et Legault prend fin et Gilles Grégoire qui est alors député fédéral de Lapointe pour le Ralliement créditiste à la Chambre des Communes est élu chef de parti. L'élection de Gilles Grégoire est perçue comme un renouveau au sein du parti. Néanmoins, durant tout le processus de redéfinition du RN, Grégoire spécifie l'importance de trouver un terrain d'entente afin d'unir toutes les forces indépendantistes sous un même parti. En fait, Gilles Grégoire tend la main au Rassemblement pour l'indépendance nationale. Finalement, comme en mars 1965, le projet est mort-né. Guy Pouliot et André d'Allemagne ne croient pas en la possibilité de rapprochements ou d'alliance, car selon eux, le RN est un parti naissant, imprévisible, sans programme politique et avec une pensée politique ambigüe. L'indépendance, leur objectif commun, n'est pas suffisante pour unir les deux partis, selon les dirigeants du RIN. Le mandat de Grégoire se démarque aussi par la redéfinition d'une idée d'indépendance plus affirmée et par le rôle de cette idée dans l'identité du RN. L'élément fondamental de la pensée de Grégoire à ce sujet est qu'« il n'y a pas d'indépendance politique sans indépendance monétaire »[37]. Cette logique traduit bien le rapprochement possible entre la théorie indépendantiste et la théorie créditiste, selon Grégoire.

Quant à l'apport idéologique de Gilles Grégoire à la pensée politique du RN, nous croyons qu'elle est bien mince lorsqu'il présente son programme politique à ses membres en octobre 1967. Cependant, les titres de journaux rapportant le programme du Ralliement national nous apparaissent très ironiques considérant que leur programme politique ne propose sensiblement aucune transformation majeure. *Le Devoir* titre « Ralliement national : un grand saut vers la gauche ? »[38]. Tous ces projets sont du programme de 1966 élaboré par Legault et Jutras, il n'y a donc pas de

revirement idéologique majeur. L'arrivée de Gilles Grégoire et le départ du docteur René Jutras changent définitivement le Ralliement national. Notamment, toute référence à la morale chrétienne est évacuée du programme du parti. Aussi, le programme se veut moins moralisateur quant à la manière traditionnelle de présenter la société canadienne-française. Ces deux éléments transforment la perception que les médias, la classe politique et les électeurs ont du parti.

Vers un seul parti indépendantiste

Après avoir quitté avec fracas le PLQ en octobre 1967, René Lévesque fonde le Mouvement souveraineté-association moins d'un mois plus tard. La notoriété et la popularité de l'ancien ministre rendent plus accessible et diffusent grandement l'idée d'indépendance au sein de la population québécoise. Au premier et unique congrès du MSA en avril 1968, les membres adoptent trois positions claires : « Fondation d'un parti politique dans un délai de 6 mois ; association, si possible, avec le R.I.N. et le R.N. ; adoption de structures provisoires qui, pour l'essentiel, mandatent le comité exécutif central à donner suite aux décisions des Assises »[39]. La première rencontre officielle entre les dirigeants du RIN et du MSA a lieu le 28 décembre 1967. Pour une raison inconnue, aucun membre du RN n'est présent. La présence de trois partis indépendantistes éparpille l'attachement politique des militants. René Lévesque reçoit beaucoup d'appuis de militants indépendantistes qui sont à la fois membres du MSA et du RIN ou du RN[40]. Finalement, une rencontre entre les trois grands partis indépendantistes est fixée pour au 3 juin 1968. Comme l'historiographie l'a déjà bien démontré, les discussions entre les deux chefs charismatiques que sont Pierre Bourgault et René Lévesque ne se déroulent pas bien. Mais qu'en est-il de l'implication du Ralliement national et de Gilles Grégoire ? Lors d'une réunion entre les trois partis le 9 juin 1968, la position du MSA et du RIN au sujet de la langue française au Québec se fracasse sur la question des minorités anglophones de la province et des nouveaux arrivants au pays. Le Ralliement national est quasi absent des débats animant les négociations sur ce sujet. Aucun document à leur effigie ne se retrouve dans les dossiers de négociations de tous les fonds d'archives consultés.

Grégoire joue plutôt le rôle de médiateur dans ces négociations entre Bourgault et Lévesque : « Concernant les positions respectives du MSA et du RIN, M. Grégoire croit que nous devons viser un juste milieu plutôt que l'intransigeance. Il voit une concession dans la position du MSA qui parle d'un secteur bilingue plutôt qu'anglophone. Il lance un appel au RIN pour en faire autant »[41]. Grégoire a l'air de vouloir satisfaire les deux partis pour en arriver à un compromis afin d'unir les forces indépendantistes. Les rapports concernant l'économie et une association entre un

Québec indépendant et le Canada sont aussi une source de conflits lors de la réunion du 9 juin. Les rinistes contestent le cœur même de la proposition de René Lévesque, car une affiliation avec le Canada est perçue comme un fédéralisme camouflé. À ce sujet, les rallinistes présents, Gilles Grégoire, Jean Garon et Lucien Lessard, ne se mêlent pas trop au conflit, car ils acceptent le concept de souveraineté-association pour le Québec. Cependant, Gilles Grégoire, seul ancien créditiste, ajoute à ce concept l'idée d'union monétaire avec le Canada, tout en revendiquant la création d'une Banque du Québec[42]. Les rallinistes n'appuient pas l'opinion de leur chef, tout en le laissant défendre son point de vue que les rinistes trouvent tout aussi utopique.

Les négociations doivent continuer durant l'été, mais l'émeute à la fête nationale de juin 1968 vient affaiblir les chances de rapprochement entre le MSA et le RIN. À la fin juillet, le Mouvement souveraineté-association relance le RIN et le RN pour reprendre les négociations. Le MSA demande à ce que le RIN et le RN soient d'accord avec sa définition des objectifs fondamentaux susceptibles de les unir dans un même parti. Les exécutifs des trois partis sont donc conviés à Montréal le 2 août. Ce sont plus de 21 personnes qui se présentent à la soirée de négociations du 2 août 1968. Du nombre et en plus des dirigeants habituels, nous devons mentionner la présence d'anciens regroupistes de la première heure, dont Marc-André Bédard, Cécilien Pelchat et le docteur René Jutras[43]. La rencontre doit servir à la discussion, à l'amélioration et à la signature d'un document officiel qui marquerait la première étape vers un seul parti politique indépendantiste. Quelques modifications du texte sont demandées par le Ralliement national au sujet du point quatre à propos d'un traité d'association économique avec le reste du Canada. Les amendements du RN sont acceptés par tous. De leur côté, les membres du conseil exécutif du RIN arrivent à la réunion avec une série d'amendements[44]. Le MSA et le RN sont incapables de s'entendre avec le RIN, qui quitte abruptement les négociations. Le texte final est signé seulement par le Ralliement national et le Mouvement souveraineté-association.

Il est donc proposé que soit fondé officiellement à Québec les 12, 13 et 14 octobre 1968 un seul parti politique en vue de fusionner le MSA et le RN. Des discussions sont alors amorcées au sujet des postes à l'exécutif et leur répartition entre les deux formations. Dès lors, Grégoire affirme que René Lévesque doit être le chef du parti et il propose pour lui-même le poste de vice-président[45]. Certains rallinistes font aussi partie du Conseil exécutif, dont Marc-André Bédard et Jean-Robert Tremblay[46]. Durant les mois de septembre et d'octobre 1968, René Lévesque et Gilles Grégoire effectuent une multitude de conférences conjointes[47]. Ensemble, ils traversent le Québec pour expliquer à toute la population le parti souverainiste que le Ralliement national et le Mouvement souveraineté-association

désirent constituer au congrès de la mi-octobre. Il est donc proposé que soit fondé officiellement à Québec les 12, 13 et 14 octobre 1968 un seul parti politique en vue de fusionner le MSA et le RN. Au moment de trouver le nom de ce nouveau parti indépendantiste, Lévesque affiche clairement sa préférence pour les noms ayant l'adjectif descriptif lié à la souveraineté. Proposé par Gilles Grégoire et Jean Garon, le nom *Parti québécois* est inscrit sur les bulletins de vote à l'insu de René Lévesque et remporte le scrutin pour devenir la dénomination officielle du nouveau parti. Le RIN décide de se saborder et ses membres joignent le PQ un mois plus tard malgré toutes ses réticences lors des négociations pénibles de l'été.

Les forces indépendantistes sont enfin, en novembre 1968, officiellement réunies sous un seul parti. La gauche, le centre et la droite forment une coalition sous le nom de Parti québécois qui doit maintenant s'attaquer à sa tâche ultime, se faire élire pour ainsi concrétiser l'indépendance. D'abord avec le Regroupement national de René Jutras, puis avec le Ralliement national sous la gouverne de Grégoire, les forces de la droite traditionaliste au sein du mouvement indépendantiste sont non seulement importantes, mais permettent de mieux saisir la diversité qui règne au Parti québécois de 1968. L'idée de l'indépendance nationale québécoise n'est pas une création de la gauche, mais bien une force unifiant tout le spectre politique québécois. L'union originale des deux organisations que sont le RN et la MSA oblige les formations à réaliser un décompte de leurs membres. Cependant, plusieurs membres du Ralliement national sont aussi membres du Mouvement souveraineté-association, qui compte aussi en son sein des sympathisants rinistes. Il est donc difficile de donner une estimation précise, mais André Bellerose affirme aux cadres du MSA que les effectifs réunis seront d'environ 33 000 membres, soit environ 13 000 pour le MSA et 20 000 pour le RN[48]. Il nous apparaît peu plausible que le RN comptait autant de membres, vu le nombre de délégués présents au dernier congrès ralliniste en octobre 1967, soit 200 personnes[49]. En se référant au site du Parti québécois, le nombre total de membres en octobre 1968 est plutôt de 16 000, mais la proportion exacte pour les membres issus du RN n'est pas indiquée[50]. Nous ne savons pas non plus si tous les membres du RN, traditionalistes, vont suivre leurs dirigeants pour entrer dans ce nouveau parti unifié. Il reste que l'apport traditionaliste au moment de la fondation du PQ n'est pas négligeable. Plusieurs anciens regroupistes et anciens rallinistes ont pris part à la montée du Parti québécois. En plus d'être du mouvement indépendantiste depuis leurs débuts, ces militants sont les penseurs de l'idée d'indépendance. Gilles Grégoire, Jean Garon, Marc-André Bédard et Lucien Lessard sont tous des piliers du mouvement indépendantiste qui obtiendront des postes clés au sein du parti, du futur gouvernement péquiste et de la direction que prendra l'idée souverainiste dans le paysage politique du Québec contemporain.

Notes et références

1. Nous aimerions remercier Jean Garon et Marc-André Bédard pour leurs précieux témoignages et leurs anecdotes savoureuses ainsi qu'Éric Bédard, Fernande Roy et Guillaume Marceau pour leurs commentaires.
2. Nous parlons ici de l'ouvrage de l'historien Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, 486 p., et son chapitre « René Jutras et le Ralliement national » dans Frédéric Boily et Donald Ipperciel (dir.), *D'une nation à l'autre : Discours nationaux au Canada Québec,* Presses de l'Université Laval, 2011, 240 p. ainsi que deux chapitres d'ouvrages écrits par Éric Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les bleus » dans Alexandre Stefanescu (dir.), *René Lévesque. Mythe et réalités,* Montréal, VLB Éditeur, 2008, 249 p. et Robert Comeau, Charles-Philippe Courtois et Denis Monière (dir.), « Québec libre (1965) – René Jutras » dans *L'histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois. tome* 1, 1832-1968, Montréal, VLB Éditeur, 2010, 288 p.
3. Pour plus de détails sur notre propre analyse, nous invitons le lecteur à consulter notre mémoire de maîtrise dans Janie Normand, *L'indépendance à droite : l'histoire du Regroupement national et du Ralliement national entre* 1964 *et* 1968, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal, 2010, 190 p.
4. Nous parlons ici du docteur René Jutras, Jean Garon, Gérard Ouellet, Paul Sabourin, Jean Miville-Dechêne, Joseph Costisella, Lucien Lessard et Pierre Roy dans Congrès national RIN, *Liste des délégués*, 31 mai 1964, p.1 à 6. Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047 / 20.
5. René Jutras, « L'indépendance du Québec : autopsie d'une démission », *La Nouvelle*, 22 septembre 1964, p. 15.
6. René Jutras, « Maudit soit le patriotisme ! Alerte à tous les Québécois indépendantistes », *Le Devoir*, 31 août 1964.
7. René Jutras, « Pourquoi j'ai démissionné », *L'Union des Cantons-de-l'Est*, 9 septembre 1964, p. 1.
8. Lettre de Pierre Bourgault à Jean Garon, 11 août 1964. Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047 / 20.
9. Lettre de Pierre Bourgault à Jean Garon, 11 août 1964. Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047 / 20.
10. Janie Normand, Entrevue avec Jean Garon concernant le Regroupement national et le Ralliement national, Québec, 15 août 2008.
11. Rapport de la séance du comité exécutif du 20 juin 1964, p.1. Centre d'archives de Montréal, Fonds Rassemblement pour l'indépendance nationale, P300, 1990-10-047 / 20.
12. *Montreal Star*, *L'Union des Cantons de l'Est*, *L'Action catholique*, *Montréal-Matin*, *Le Soleil.*
13. « Regroupement national et son chef le Dr Jutras sur la scène politique », *L'Union des Cantons de l'Est*, 30 septembre 1964, p. 1.
14. « Le Regroupement national : Un parti politique qui veut l'indépendance du Québec par des moyens pacifiques », *Le Soleil*, 31 septembre 1964.

15. «Regroupement national et son chef le Dr Jutras sur la scène politique», *L'Union des Cantons de l'Est*, 30 septembre 1964, p. 1.
16. René Jutras, « La dernière des indépendances… », *L'Union des Cantons de l'Est*, 30 septembre 1964.
17. Cette notion de « rupture totale » est avancée pour la première fois par l'historien Éric Bédard dans « René Lévesque et l'alliance avec les bleus » dans Alexandre Stefanescu (dir.), *René Lévesque. Mythe et réalités,* Montréal, VLB Éditeur, 2008, p. 147-159.
18. Nous adhérons fortement au concept de « traditionalisme » pour qualifier les idées et le parti de Jutras. C'est aussi la position de l'historien Xavier Gélinas. Pour plus de détails, consulter « René Jutras et le Ralliement national » dans Frédéric Boily et Donald Ipperciel (dir.), *D'une nation à l'autre : Discours nationaux au Canada Québec,* Presses de l'Université Laval, 2011, p. 15-34.
19. René Jutras, « Autres considérations sur l'amour de la patrie », *Le Devoir*, 25 juillet 1965.
20. Claude Daigneault, « Le R. N. veut axer sa politique sur la personne humaine », *Le Soleil*, 8 décembre 1964.
21. Regroupement national, « Manifeste du Regroupement national », *La Nation*, vol. 1, no. 1, 26 septembre 1964, p. 1.
22. Lettre de René Jutras à Bernard Desrosiers, 17 septembre 1964. Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.
23. Éric Bédard, « Québec libre (1965) — René Jutras » dans Robert Comeau, Denis Monière, Charles-Philippe Courtois (dir.), *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois*, tome 1, Montréal, VLB, 2010, p. 5.
24. René Jutras, *Québec Libre*, Éditions Actualité, 1965, p. 51.
25. *Ibid.*, p. 22.
26. Regroupement national, « Manifeste du Regroupement national », *La Nation*, vol. 1, no. 1, 26 septembre 1964, p. 1.
27. Lucien Lessard (Secrétaire), Procès verbal de l'Assemblée du 6 septembre 1964, Centre d'archives de Québec, Fonds René Jutras, P781, série 3, 2001-05-004.
28. Regroupement national, « Manifeste du Regroupement national », *La Nation*, vol. 1, no. 1, 26 septembre 1964, p. 1.
29. « Le RIN s'engage sur un terrain de révolution sociale ambiguë (Jutras) », *L'Action*, 11 décembre 1964.
30. « Caouette fera la lutte au provincial parce que Johnson n'a pas voulu d'une alliance », *Le Devoir*, 8 décembre 1965, p. 3.
31. Gilles Daoust, « Fondation d'un parti séparatiste-créditiste, sans chef et sans dénomination pour l'instant », *La Presse*, 14 mars 1966, cahier 4, p. 41-52.
32. « Une nouvelle formation politique est née : M. Laurent Legault s'allie au Dr Jutras », *Montréal-Matin*, 14 mars 1966, p. 7.
33. Jean V.-Dufresne, « L'Alliance Legault-Jutras a choisi son nom : Ralliement national », *Le Devoir*, 28 mars 1966.
34. Ralliement national, « Le Québec en marche avec le Ralliement national », *La Nation*, vol. 2, no. 1, p. 1.
35. Ralliement national, « Manifeste du Ralliement national », *La Nation*, vol. 2, no. 1, avril 1966, p. 6.

36. Pierre Drouilly, *Statistiques électorales du Québec* 1867-1989, 3e éd., Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, p. 17.
37. Gilles Daoust, « Grégoire accepte la présidence du RN ; perspective d'une union avec le RIN », *La Presse*, 22 août 1966, p. 1.
38. « Ralliement national : un grand saut vers la gauche ? Son congrès étudiera un projet qui préconise l'assurance-maladie complète et universelle, le revenu minimum vital, la gratuité scolaire, etc. », *Le Devoir*, 16 septembre 1967, p. 1.
39. Gilles Châtillon, « Les premiers pas d'un mouvement politique » ou « Les étapes historiques du Mouvement Souveraineté-Association », 10 juillet 1968, p. 1. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005 / 22.
40. Voir le dossier « Correspondance adressée à M. René Lévesque », Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005 / 24.
41. Document sans titre ni auteur dactylographié, *M. Bourgault propose de faire inscrire aux affaires nouvelles l'article conseil conjoint de spécialistes. Accepté.*, p. 5, Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005 / 21.
42. Pierre Godin, *René Lévesque : héros malgré lui (*1960-1976*)*, Montréal, Boréal, 1997, p. 379.
43. Comités exécutifs du Ralliement national et du Mouvement souveraineté-association, *Souscription aux objectifs fondamentaux*, 2 août 1968 et dans Procès verbal manuscrit de *Réunion MSA-RIN-RN chez Butch Bouchard*, 2 août 1968, p. 17, Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005 / 21.
44. *Négociations MSA-RIN-RN – Séance du* 2 *août* 1968 – *Amendements émis au cours de la séance*, 2 août 1968. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005 / 21.
45. André Bellerose, *Le Congrès (Meeting RN-MSA)*, 3 août 1968, p. 2, Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005 / 21.
46. Congrès de fondation du parti souverainiste du Québec, *Élections pour la formation du Conseil Exécutif du parti, Liste des candidats*. Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005 / 21.
47. Au dossier « MSA – Communiqués de presse », Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005 / 24.
48. André Bellerose, « Le nombre de membres MSA-RN, *Memo à l'intention des cadres du MSA*, 21 août 1968, Centre d'archives de Montréal, Fonds René Lévesque, P18, série 2, sous-série 2, sous-sous-série 2, 1992-02-005 / 21.
49. Michel Samson et Gérard Tremblay, « À la suite du congrès du Ralliement national – La fusion immédiate du RN et du RIN est hors de question », *Le Soleil*, 16 octobre 1967, p. 3.
50. Parti québécois, « *Parti* », *Repères historiques dans Les années* 60 *ou la révolution*, 2010, <http://www.pq.org/parti/ans-victoires/>.